



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 SEPTEMBRE 2019**

A – RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2019/2020

1. Résultats du Groupe EuropaCorp

Les comptes consolidés du premier semestre de l'exercice 2019/2020 du Groupe EuropaCorp établis selon les normes IFRS font ressortir un chiffre d'affaires consolidé de 40,7 millions d'euros, contre 80,8 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse de 50% s'explique notamment par la présence en 2018/2019 de revenus significatifs issus de l'activité Séries TV (livraison des derniers épisodes de la saison 2 de *Taken*), ainsi que de recettes importantes de production exécutive (*Kursk*) et de coproduction (*Taxi 5*) au 30 septembre 2018.

D'une façon générale, le Groupe rappelle que ses revenus sont liés au planning de sortie de ses films sous différents modes d'exploitation, dont le calendrier peut induire des variations significatives du chiffre d'affaires par canal d'un semestre à l'autre. Le chiffre d'affaires et les résultats réalisés au titre d'un semestre ne préjugent donc pas du chiffre d'affaires et des résultats annuels.

La marge opérationnelle consolidée est en hausse de 40% pour atteindre 13,2 millions d'euros (soit 32% de taux de marge opérationnelle), contre 9,4 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent (soit 12% du chiffre d'affaires). Cette marge bénéficiaire s'explique principalement par un niveau de marge élevé sur l'exploitation du catalogue.

Les frais généraux s'établissent à (9,6) millions d'euros pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en baisse par rapport au niveau des frais généraux relatifs au premier semestre de l'exercice précédent à (13,6) millions d'euros. Cette économie de 4,0 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2018 (-29%) confirme ainsi l'efficacité des mesures mises en place par le Groupe pour réduire les frais généraux, lesquels avaient déjà diminué de 6,9 millions d'euros (-34%) au 30 septembre 2018.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (5,2) millions d'euros et comprennent des charges exceptionnelles pour ce même montant, majoritairement des honoraires liés à la restructuration des dettes, en cours de finalisation et à des dépréciations exceptionnelles d'agencements et installations à la Cité du Cinéma.

Le résultat opérationnel consolidé accuse ainsi une perte de (1,7) millions d'euros, contre une perte de (55,1) millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice précédent (impacté par une dépréciation non-récurrente de l'outil de distribution de films au Etats-Unis pour (51,4) millions d'euros au 30 septembre 2018).

Le résultat financier semestriel s'établit à (16,5) millions d'euros, contre (16,2) millions d'euros au premier semestre 2018/2019. Ce résultat financier déficitaire s'explique principalement par un coût de l'endettement financier significatif, environ (11) millions d'euros, et un résultat de change déficitaire d'environ (4) millions d'euros lié à l'évolution du taux de change €/ \$ depuis le 31 mars 2019.

Après prise en compte de l'impôt pour (4,0) millions d'euros, contre (9,3) millions d'euros au 30 septembre 2018, le résultat semestriel net part du Groupe enregistre une perte de (22,7) millions d'euros contre une perte de (88,9) millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent.

Les cash-flows générés par l'exploitation sur le semestre s'établissent à 10,8 millions d'euros contre 35,6 millions d'euros au cours du premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse est notamment liée à une concentration des encaissements des recettes Salles sur le premier mois du second semestre 2019/2020 et à un nombre limité de films sortis en France et/ou livrés à l'international au cours du premier semestre de l'exercice 2019/2020.

2. Activités

2.1 Production et distribution de films cinématographiques

2.1.1 Ventes Internationales

Les Ventes Internationales s'élèvent à 9,3 millions d'euros, soit environ 23% du chiffre d'affaires total. Elles diminuent de (2,5) millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Elles comprennent notamment les dernières livraisons sur *Kursk et Anna*, celles de *Nous finirons ensemble*, ainsi que les royalties sur les films *Lucy* et *Taken 3*.

2.1.2 Distribution Salles

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Salles s'élève à 6,6 millions d'euros contre 5,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2018/2019. Le semestre a été marqué par la sortie de *Nous finirons ensemble* qui a réalisé 2,8 millions d'entrées en France.

Au cours du premier semestre 2019/2020, les films distribués en salle (codistribution avec le groupe Pathé) ont été les suivants :

- *Nous finirons ensemble*, réalisé par Guillaume Canet, avec François Cluzet, Marion Cotillard et Gilles Lellouche, sorti le 1er mai 2019, qui a réalisé 2,8 millions d'entrées ;
- *Anna*, réalisé par Luc Besson, avec Sasha Luss, Luke Evans, Helen Mirren et Cillian Murphy. Le film est sorti en France le 10 juillet 2019 et a réalisé à 0,7 million d'entrées.

2.1.3 Diffusion Vidéo et VOD

L'activité Vidéo & VOD en France et aux Etats-Unis s'établit à 3,0 millions d'euros, contre 8,8 millions d'euros l'an dernier. Les principales ventes concernent les films du catalogue, *Valérian et la Cité des mille planètes* et *Braqueurs d'élite* aux Etats-Unis, et *Taxi 5* en France.

2.1.4 Ventes de droits télévisuels

Les ventes Télévision & SVOD en France et aux Etats-Unis totalisent sur le premier semestre 2019/2020 un chiffre d'affaires de 16,7 millions d'euros, en baisse de (1,6) millions d'euros (-9%) par rapport au premier semestre 2018/2019. Elles comprennent l'ouverture de nouvelles fenêtres de droits en France, notamment pour *Braqueurs d'élite* et *Je vais mieux*, et des ventes pour le câble américain sur *Valérian et la Cité des mille planètes*.

2.2 Production et distribution de téléfilms et séries télévisuelles

Le chiffre d'affaires de l'activité Séries TV s'élève à 3,1 millions d'euros (royautés sur la série *Taken*), contre 19,8 millions d'euros au 30 septembre 2018 compte tenu de la livraison au premier semestre 2018/2019 des six derniers épisodes de la saison 2 de *Taken* à NBC.

2.3 Evénementiel

L'activité Evénementiel génère un chiffre d'affaires sur le premier semestre 2019/2020 de 0,1 million d'euros, soit le même montant qu'au 30 septembre 2018 et correspond essentiellement aux événements organisés durant cette période à la Cité du Cinéma.

2.4 Soutien

Le chiffre d'affaires lié aux fonds de soutien généré essentiellement par les activités de Production, de Distribution Salles France, de Diffusion Vidéo France et d'Export s'établit à 0,9 million d'euros, contre

2,3 millions d'euros au cours du premier semestre de l'exercice 2018/2019.

2.5 *Autres activités*

Le poste « Autres activités » totalise un chiffre d'affaires de 1,0 million d'euros au titre du premier semestre de l'exercice, contre 14,0 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent, une baisse liée à la présence au premier semestre 2018/2019 de recettes importantes de production exécutive (*Kursk*) et de coproduction (*Taxi 5*).

Ce poste est principalement constitué des recettes générées par les contrats de partenariats et de licences, d'édition musicale, ainsi que par les activités de post-production. Il inclut également les recettes liées aux coproductions signées par le Groupe ainsi que les recettes de production exécutive.

3. Coûts des ventes

Le poste « Coûts des ventes » (charges d'exploitation hors frais de structure) s'élève à (27,5) millions d'euros, contre (71,4) millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice 2018/2019.

La baisse de ce poste de 44 millions d'euros s'explique essentiellement par celle (i) des coûts liés aux séries TV pour 11 millions d'euros (baisse des charges d'ayant droit) (ii) des dotations pour amortissement et dépréciation pour 22 millions d'euros ((23) millions d'euros de dotations versus (45) millions d'euros au 30 septembre 2018), à mettre au regard de la diminution des recettes de la période.

4. Investissements réalisés

Compte tenu des opérations de restructuration en cours, il n'y a eu quasiment aucun investissement au cours de la période (0,2 millions d'euros contre 9,8 millions d'euros dans la production de films au cours du premier semestre 2018/2019).

5. Structure financière

Au 30 septembre 2019, la dette nette s'élève à 164 millions d'euros contre 160 millions d'euros au 31 mars 2019. Cette hausse s'explique essentiellement par la capitalisation des intérêts dus sur la ligne de crédit secondaire.

Aucun autre changement significatif dans la structure financière du Groupe n'est intervenu sur le semestre.

6. Événements importants intervenus depuis la clôture

Par jugement du 29 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de Bobigny a prolongé la période d'observation de la procédure de sauvegarde à l'égard de la société EuropaCorp S.A et 9 de ses filiales pour une durée de 6 mois, afin de permettre à la Société de finaliser son plan de sauvegarde.

Par jugement du 17 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de Bobigny, a ouvert une procédure de sauvegarde à l'égard de la société EuropaCorp Films USA pour une durée initiale de 6 mois.

7. Facteurs de risque et transactions entre parties liées

Les facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans le Chapitre 4 du Document de référence 2018/2019 (pages 10 à 28) et ne présentent pas d'évolution significative.

Les montants relatifs aux risques financiers et de marché au 30 septembre 2019 sont exposés dans la note « 3.11 Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels du présent rapport.

Les transactions entre les parties liées sont décrites dans la note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés

semestriels du présent rapport.

8. Perspectives

Compte tenu, notamment, de la perte constatée sur le premier semestre, EuropaCorp connaîtra un exercice 2019/2020 déficitaire.

B – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS AU 30 SEPTEMBRE 2019 EN CONFORMITE AVEC LES NORMES IFRS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (avec retraitement IFRS 5)

		Exercice clos le	
		30 sept	
		2019	2018
<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)</i>			
Chiffre d'affaires	Note 4.1	40 698	80 823
Produits d'exploitation	Note 4.1	40 698	80 823
Coûts des ventes		(27 513)	(71 396)
Marge opérationnelle	Note 4.2	13 185	9 427
Frais de structure	Note 4.3	(9 694)	(13 570)
Autres produits et charges opérationnels	Note 4.4	(5 193)	(50 979)
Résultat opérationnel		(1 701)	(55 122)
Produits des placements Financiers / (Coût de l'endettement financier)		(10 744)	(8 485)
Autres produits et charges financiers		(5 771)	(7 718)
Résultat financier	Note 4.5	(16 515)	(16 204)
Résultat courant avant impôt		(18 217)	(71 325)
Impôt sur les résultats	Note 4.6	(3 985)	(9 342)
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	Note 3.5	(550)	(622)
Résultat net des activités poursuivies		(22 752)	(81 289)
Résultat net des activités détenues en vue de la vente et activités abandonnées	Note 2.4	0	(7 564)
Résultat net		(22 752)	(88 852)
Dont : Résultat net - Part des minoritaires		(6)	50
Résultat net - Part du Groupe		(22 746)	(88 902)
Résultat net par action de base*		(0,56)	(2,17)
Résultat net dilué par action*		(0,56)	(2,17)
*Capital diminué des actions autodétenues à la date de clôture		40 915 783	40 943 281

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

	30.09.2019	30.09.2018
Résultat Net	(22 752)	(88 852)
<i>Produits ou charges constatés directement en Capitaux Propres</i>		
- Variation investissements net	3 525	6 049
- Différences de conversion	(4 936)	(5 762)
- Actifs disponibles à la vente		
- Couverture de flux de trésorerie		
- Réévaluation d'actifs		
- Ecart actuariels		
- QP dans les autres éléments du résultat des entreprises liées		
- Impôt sur les éléments directement reconnus en capitaux propres		
Total du résultat net global reconnu en Capitaux Propres	(1 411)	288
Total du résultat global pour la période	(24 163)	(88 564)
<i>Ventilation du résultat global pour la période</i>		
	30.09.2019	30.09.2018
Actionnaires de l'entité	(24 157)	(88 614)
Intérêts Minoritaires	(6)	50
Total du résultat global pour la période	(24 163)	(88 564)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions)</i>	nombre d'actions ordinaires	Capital	Prime d'émission	Réserves	Autres éléments du résultat global	Actions propres	Résultat net	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	40 977 509	13 932	107 092	(33 946)	5 371	(78)	(82 826)	9 545	261	9 805
Affectation du résultat en réserves				(82 826)			82 826	0		0
Transfert d'une partie de la prime d'émission en réserves								0		0
Distribution dividendes								0		0
Paielements fondés sur des actions								0		0
Variation nette des actions propres et des actions gratuites						31		31		31
Incidence des variations de périmètre				(116)				(116)	(10)	(126)
Réserve de conversion					567			567		567
Résultat net au 31/03/2019							(109 908)	(109 908)	36	(109 873)
Total des produits et charges de la période				0	567	0	(109 908)	(109 341)	36	(109 306)
Augmentations de capital								0		0
Frais liés à l'augmentation de capital								0		0
Plan d'attribution d'actions gratuites				(144)				(144)		(144)
Solde au 31 mars 2019	40 977 509	13 932	107 092	(117 032)	5 938	(48)	(109 908)	(100 026)	287	(99 740)
Affectation du résultat en réserves				(109 908)			109 908	0		0
Transfert d'une partie de la prime d'émission en réserves								0		0
Distribution dividendes								0		0
Paielements fondés sur des actions								0		0
Variation nette des actions propres et des actions gratuites								0		0
Incidence des variations de périmètre								0	9	9
Réserve de conversion					(1 411)			(1 411)		(1 411)
Résultat net au 31/03/2019							(22 746)	(22 746)	(6)	(22 752)
Total des produits et charges de la période				0	(1 411)	0	(22 746)	(24 157)	(6)	(24 163)
Augmentations de capital								0		0
Frais liés à l'augmentation de capital								0		0
Plan d'attribution d'actions gratuites				42				42		42
Solde au 30 septembre 2019	40 977 509	13 932	107 092	(226 898)	4 527	(48)	(22 746)	(124 141)	289	(123 851)

BILAN CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

(montants en milliers d'euros)

		30 septembre 2019		31 mars 2019	
		Brut	Amortissements/ Provisions	Net	Net
ACTIF					
Actifs Non Courants					
Ecarts d'acquisition	Note 3.1	32 799	(32 799)	0	0
Immobilisations incorporelles	Note 3.2	1 524 981	(1 463 281)	61 700	84 439
Immobilisations corporelles	Note 3.3	35 494	(30 167)	5 327	9 230
Autres actifs financiers	Note 3.4	8 022	0	8 022	7 851
Titres mis en équivalence	Note 3.5	0		0	0
Impôts différés actifs		19 301		19 301	24 684
Droit d'utilisation des biens pris en location	Note 3.10	20 129	(7 711)	12 418	0
Total de l'actif non courant		1 640 725	(1 533 957)	106 768	126 205
Actif courant :					
Stocks		1 116	(552)	564	587
Clients et comptes rattachés	Note 3.6	49 686	(5 106)	44 580	43 389
Autres créances	Note 3.7	31 648	(2 053)	29 595	29 755
Autres actifs courants	Note 3.13	967	0	967	2 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 3.9	31 588		31 588	22 909
Total de l'actif courant		115 005	(7 711)	107 294	99 617
Total de l'actif				<u>214 062</u>	<u>225 822</u>
				30 sept	31 mars
				2019	2019
PASSIF					
Capitaux propres - part du groupe					
Capital souscrit				13 932	13 932
Réserves et résultats accumulés				(138 073)	(113 958)
Total des capitaux propres - part du groupe	Note 3.8			(124 141)	(100 026)
Intérêts minoritaires				289	287
Passif non courant :					
Provisions pour retraites et assimilés				417	397
Impôts différés passifs				1 165	1 107
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	Note 3.9			0	0
Dépôts et cautionnements reçus	Note 3.9			514	541
Dettes locatives - part à plus d'un an	Note 3.10			12 506	0
Autres passifs non courants	Note 3.13			10 404	9 342
Total du passif non courant				25 007	11 386
Passif courant :					
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	Note 3.9			195 066	182 216
Dettes locatives - part à moins d'un an	Note 3.10			3 626	
Provisions pour risques et charges				1 332	5 380
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 3.12			43 526	53 616
Autres dettes	Note 3.12			55 589	54 579
Autres passifs courants	Note 3.13			13 767	18 385
Total du passif courant				312 907	314 176
Total du passif				<u>214 062</u>	<u>225 822</u>

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (avec retraitement IFRS 5)

	Exercice clos le 30 septembre	
	2019	2018
<i>(montants en milliers d'euros)</i>		
Opérations d'exploitation		
Résultat net part du groupe	(22 746)	(81 338)
Résultat net part des minoritaires	(6)	50
Résultat net des activités détenues en vue de la vente et activités abandonnées	0	(7 564)
Amortissements et provisions	30 132	104 136
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	4 354	465
Variation à la juste valeur de la dette sur titres	0	0
Plus ou moins values de cessions	0	(11)
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	550	622
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions et assimilés	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	12 284	16 360
(Produits des placements financiers) / Coût de l'endettement financier	10 744	8 485
(Produit) / Charge d'impôt	3 985	9 358
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	27 014	34 203
Variation du besoin en fonds de roulement :		
Stocks	23	4 521
Clients, comptes rattachés et autres créances	(7 965)	10 201
Charges constatées d'avance	475	(3 110)
Fournisseurs et autres dettes	(4 977)	(1 614)
Produits constatés d'avance	(3 817)	(8 589)
Impôts versés	0	0
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	10 753	35 612
	Note 5.1	
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(225)	(9 772)
Acquisition d'autres immobilisations incorporelles	(2)	(17)
Acquisition d'immobilisations corporelles	107	(20)
Produits de cessions des immobilisations corporelles ou incorporelles	0	11
Variation nette des immobilisations financières	(1 536)	(3 705)
Variation des dettes sur immobilisations	0	0
Variation des réserves des minoritaires	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	0
Flux nets liés aux opérations d'investissement	(1 656)	(13 502)
	Note 5.1	
Opérations de financement		
Dividendes versés	0	0
Augmentations de capital	0	0
Frais liés aux augmentations de capital	0	0
Augmentation nette des emprunts	14 849	5 737
Diminution nette des emprunts	(27)	(20 430)
Remboursement de la dette locative	(5 859)	0
Variation nette des actions propres et des actions gratuites	19	(38)
Intérêts financiers versés	(9 080)	(8 970)
Intérêts financiers reçus et produits/charges nets de cession	133	78
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	35	(23 623)
	Note 5.1	
Variation globale de la trésorerie	9 133	(1 513)
Trésorerie nette d'ouverture	21 947	33 112
Trésorerie nette de clôture	31 080	31 599
se décomposant en:		
Valeurs mobilières de placement	678	678
Disponibilités	30 910	30 777
Découvert bancaire	(509)	0

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 – LE GROUPE EUROPACORP

1.1 Activité du Groupe

EuropaCorp, Société Anonyme régie par les dispositions de la loi française, et ses filiales, ont pour activité principale la production et la distribution d'œuvres cinématographiques.

1.2 Variations du périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre sur les comptes du groupe n'est intervenue entre le 1^{er} avril 2019 et le 30 septembre 2019.

1.3 Saisonnalité de l'activité

Le groupe EuropaCorp rappelle que ses résultats sont liés notamment au nombre et au calendrier de sortie des films et de livraisons des séries télévisuelles ainsi qu'à la structure de financement de ses œuvres. Ces éléments peuvent induire des variations significatives des résultats d'une période à l'autre. Les résultats consolidés semestriels ne sont donc pas représentatifs des futurs résultats annuels.

NOTE 2 – RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

Les comptes consolidés intermédiaires condensés d'EuropaCorp arrêtés au 30 septembre 2019 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date. Ils sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire".

Ces états financiers ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour l'établissement des états financiers consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux détaillés dans les comptes consolidés publiés au 31 mars 2019 (se référer notamment à la Note 2 "Principes et méthodes comptables" de ces états financiers, page 220 à 234 du Document de Référence déposé à l'AMF le 19 juillet 2019 sous le n° D.19-0717), mis à part pour les nouvelles normes et interprétations applicables et détaillées dans le paragraphe ci-après.

Les états financiers consolidés condensés sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes semestriels ont été revus par le Comité d'Audit en date du 12 décembre 2019 et ont été examinés et arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2019.

2.2 Incertitudes significatives relatives à la continuité d'exploitation

Conformément à la norme IAS 1.25, la direction doit évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation et en présence d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son activité, l'entité doit préciser ces incertitudes. Pour évaluer cette capacité, la direction prend en compte toutes les informations dont elle dispose pour l'avenir qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur douze mois à compter de la fin de période de reporting, soit jusqu'au 30 septembre 2020.

Malgré la mise en œuvre de mesures de réorganisation interne, le recentrage de la stratégie sur les activités cœur de métier et la cession d'activités non stratégiques au cours des années 2018 et 2019, le Groupe a anticipé le risque de ne pas être en mesure de pouvoir rembourser certaines dettes et engagements, à leur date d'échéance, en particulier la ligne de crédit senior à échéance au 21 octobre 2019, la ligne de crédit

secondaire (Mezzanine) à échéance au 21 avril 2020 et les engagements relatifs au « Deal Participatif ». Des discussions ont été engagées avec les créanciers du Groupe, afin de négocier des conditions alternatives d'apurement de ces dettes. La société a également mandaté, fin 2018, une banque d'affaires dans l'objectif de renforcer ses capacités financières. Dans ce contexte, plusieurs groupes ont marqué leur intérêt pour une éventuelle prise de participation au capital de la Société, matérialisé, pour certains d'entre eux, par l'émission d'offres non engageantes et soumises à la réalisation de plusieurs conditions préalables. Face à cette situation et à l'issue incertaine des différentes discussions en cours, la société et 9 de ses filiales ont sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde auprès du tribunal de commerce de Bobigny, qui s'est prononcé favorablement le 13 mai 2019 pour une durée de 6 mois prorogeable.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2019/2020, les discussions engagées avec les créanciers du Groupe se sont poursuivies avec différentes avancées positives. Ces avancées visent notamment à restructurer les dettes. Les discussions portent également sur la rationalisation des surfaces prises à bail à la Cité du Cinéma et du coût du loyer correspondant. Un projet de plan de sauvegarde n'a pu être finalisé dans le délai initial de 6 mois. Le Groupe a donc sollicité le Tribunal de Commerce de Bobigny et obtenu, par jugement du 29 octobre 2019, une prolongation de la période d'observation de la procédure de sauvegarde pour une durée de 6 mois soit jusqu'au 13 mai 2020, afin de permettre à la Société de poursuivre ses discussions avec les différentes parties prenantes en vue de finaliser un plan de sauvegarde.

L'ensemble de ces éléments fait peser une incertitude significative sur la continuité d'exploitation du Groupe. Toutefois, le conseil d'administration a arrêté ses comptes consolidés au 30 septembre 2019 en maintenant le principe de continuité d'exploitation, compte tenu de la confiance qu'il a dans l'issue positive des discussions actuellement en cours, avant l'expiration de la période d'observation.

2.3 Application de nouvelles normes et interprétations

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 01/04/19, ont été appliquées par la société. Les impacts sur la présentation des comptes sont détaillés au paragraphe suivant et dans la note 3.10 « Contrats de location ».

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par la société à compter du 01/04/19

- IFRS 16 « Contrats de location », adoptée par l'Union européenne le 9 novembre 2017 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019

Application de la norme IFRS 16

La norme IFRS 16 « Contrats de location » est d'application obligatoire pour l'exercice ouvert au 01/04/19. Elle prévoit une comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs : un droit d'utilisation est reconnu à l'actif et une dette locative au passif. Au compte de résultat, le preneur constate un amortissement et une charge d'intérêt.

Le Groupe applique la norme IFRS 16 à compter du 01/04/19 selon la méthode dite rétrospective simplifiée. Cette méthode n'entraîne aucun retraitement des périodes comparatives. Le droit d'utilisation et la dette locative sont calculés en fonction de l'actualisation des loyers restants à courir au 01/04/19.

Le Groupe a appliqué les exemptions prévues par la norme relatives aux contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois ou dont la valeur est inférieure à 5 KUSD.

Ainsi seuls les baux immobiliers font l'objet du retraitement prévu par la norme.

La durée du bail retenue correspond à la durée restant à courir jusqu'au 31/03/2024 figurant au contrat. Cette durée est alignée sur les durées d'amortissement des agencements desdits locaux.

Un taux unique d'actualisation de 8% a été retenu pour toutes les entités, correspondant au taux actuellement validé dans les renégociations des principales lignes de crédit en cours. Ce taux est cohérent avec un taux de rendement immobilier.

Rapprochement de la dette locative au 01/04/19 avec les engagements hors bilan

Montants des engagements hors Bilan publié au 31/03/2019	36 891
Charges liées aux baux non reportées en engagements hors bilan	13 558
Indemnité d'éviction	5 410
Nouvelle dette locative brute au 01/04/2019	55 860
Actualisation	-11 451
Autres	156
Nouvelle dette locative actualisée au 01/04/2019	44 565
Reclassement provisions pour loyers à payer en dettes locatives au 01/04/2019	3 013
Nouvelle dette locative actualisée au 01/04/2019	47 577

Impacts de la mise en œuvre de la norme IFRS 16

(montants en € (montants en milliers d'euros))

	31/03/2019 publié	Impact IFRS 16	1 avril 2019
ACTIF			
Actifs Non Courants			
Ecart d'acquisition	0		0
Immobilisations incorporelles	84 439		84 439
Immobilisations corporelles	9 230		9 230
Autres actifs financiers	7 851		7 851
Titres mis en équivalence	0		0
Impôts différés actifs	24 684		24 684
Droit d'utilisation des biens pris en location	0	44 565	44 565
Autres actifs non courants	0		0
Total de l'actif non courant	126 205	44 565	170 770
Actif courant :			
Stocks	587		587
Clients et comptes rattachés	43 389		43 389
Autres créances	29 755		29 755
Autres actifs courants	2 976		2 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 909		22 909
Total de l'actif courant	99 617	0	99 617
Total de l'actif	225 822	44 565	270 387
PASSIF	31 mars 2019	Impact IFRS 16	1 avril 2019
Capitaux propres - part du groupe			
Capital souscrit	13 932		13 932
Réserves et résultats accumulés	(113 958)		(113 958)
Total des capitaux propres - part du groupe	(100 026)	0	(100 026)
Intérêts minoritaires	287		287
Passif non courant :			
Provisions pour retraites et assimilés	397		397
Impôts différés passifs	1 107		1 107
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	0		0
Dépôts et cautionnements reçus	541		541
Dettes locatives - part à plus d'un an	0	40 162	40 162
Dettes sur acquisition de titres - part à plus d'un an	0		0
Autres passifs non courants	9 342		9 342
Total du passif non courant	11 386	40 162	51 548
Passif courant :			
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	182 216		182 216
Dettes locatives - part à moins d'un an		7 415	7 415
Provisions pour risques et charges	5 380	-3 013	2 367
Fournisseurs et comptes rattachés	53 616		53 616
Dettes sur acquisition de titres	0		0
Autres dettes	54 579		54 579
Autres passifs courants	18 385		18 385
Total du passif courant	314 176	4 402	318 578
Total du passif	225 822	44 565	270 387

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et les interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes, à savoir principalement :

- Amendements à IFRS 9 – Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »
- IAS 28 « Participation dans des entreprises associées »
- Amendements à IAS 19 – Modification, réduction ou liquidation d'un régime

Normes comptables ou interprétations non encore appliquées par la société

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30/09/19 ; elles ne sont pas appliquées par la société à cette date.

- Amendements à IAS 28 et IFRS 10
- Amendements à IFRS 3
- Amendements IAS 1 et IAS 8

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30/09/19, applicables à partir des exercices ouverts à compter du 01/01/20. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Les impacts des projets de normes ou d'interprétations actuellement en cours d'étude par l'IASB n'ont pas été anticipés au sein de ces comptes consolidés et ne peuvent pas être raisonnablement estimés à ce jour.

2.4 Estimation de la direction

La préparation des états financiers intermédiaires implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat.

Les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent principalement :

- L'identification d'indice de perte de valeur concernant les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ;
- L'évaluation de la valeur nette comptable des films et des frais préliminaires ;
- La valorisation d'actifs d'impôts différés ;
- L'estimation des risques sur les actions juridiques.

NOTE 3 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

3.1 Ecarts d'acquisition

Aucune variation de la valeur nette des écarts d'acquisition au 30 septembre 2019. Les écarts d'acquisition sont intégralement dépréciés.

3.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.03.19	Mouvements de la période			30.09.2019
		+	-	<i>Autres</i> ⁽¹⁾	
Films et droits audiovisuels	1 423 629	240	-	417	1 424 285
En-cours de production	104	-	-	-	104
Frais préliminaires	16 416		(15)	-	16 402
Autres	81 784	2	-	2 404	84 190
Valeur brute	1 521 933	242	(15)	2 821	1 524 981
Films et droits audiovisuels	(1 355 819)	(22 958)	-	(417)	(1 379 193)
Autres	(81 675)	(9)	-	(2 404)	(84 088)
Amortissements, provisions	(1 437 494)	(22 966)	-	(2 821)	(1 463 281)
Valeur nette	84 439	(22 725)	(15)		61 700

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, effet de change

Au 30 septembre 2019, les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles s'analysent de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
Frais Préliminaires	1 570	1 522
En-cours de production	-	-
Films terminés	60 027	82 809
Autres immobilisations incorporelles	103	109
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	61 700	84 439

La baisse de la valeur nette des immobilisations incorporelles sur la période est principalement liée à l'amortissement des films pour un montant de 23,0 millions d'euros.

Les frais préliminaires n'ayant pas abouti à une décision de tournage de film dans un délai de cinq ans à compter de leur première activation sont dépréciés. Ce principe n'est cependant pas applicable pour les projets activés depuis plus de cinq ans, lorsqu'il existe des engagements de production spécifiques ou des marques d'intérêt réelles ou lorsque la société considère que la durée de développement ne remet pas en cause la probabilité de mise en tournage à terme du projet.

Au 30 septembre 2019, la valeur nette comptable résiduelle des projets pour lesquels la première dépense a été activée depuis moins de 5 ans s'établit à 1,6 millions d'euros.

La société rappelle que l'amortissement des films et des productions audiovisuelles est pratiqué pour chaque film ou production audiovisuelle selon la méthode des recettes estimées, consistant à appliquer au coût du film le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales estimées comme précisé au paragraphe 2.7.4 de l'annexe aux comptes annuels consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019. Les recettes nettes totales comprennent i) les recettes nettes acquises de la période, prenant en compte notamment les revenus et les frais de distributions des films sur le territoire US et ii) les recettes nettes prévisionnelles estimées sur une durée de 12 ans maximum à compter de la

date de première exploitation. L'horizon retenu reste identique à celui retenu lors de la clôture des comptes annuels au 31 mars 2019.

Au 30 septembre 2019, les « autres immobilisations incorporelles » comprennent principalement la contribution initiale versée dans le cadre de la création de la plateforme commune de distribution de films aux Etats-Unis et de marketing, EuropaCorp Distribution LLC (anciennement « RED »), pour 30 millions de dollars et la contribution additionnelle de 55 millions de dollars versée au cours l'exercice 2014/2015 afin de solder les obligations du Groupe vis-à-vis de Relativity. L'investissement total s'élève au 30 septembre 2019 à 78 millions d'euros représentant la contrevaletur de 85 millions de dollars. Cet investissement a permis notamment au groupe de conclure au cours des exercices précédents des contrats important avec Fox (Vidéo), Amazon (SVOD / Pay TV) et Lionsgate (Vidéo).

Cette immobilisation incorporelle, représentative d'un droit d'entrée, ayant une durée de vie indéterminée est, par définition, non amortissable et est testée annuellement. Cet actif incorporel est désormais totalement déprécié depuis le 31 mars 2019.

3.3 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.03.2019	Mouvements de la période			30.09.2019
		+	-	Autres ⁽¹⁾	
Installations, matériels techniques	11 641	-	-	-	11 641
Terrains, Constructions	19 983	-	-	-	19 983
Autres immobilisations corporelles	3 862	-	-	8	3 870
Valeur brute	35 486	-	-	8	35 494
Installations, matériels techniques	(9 178)	(1 535)	-	-	(10 712)
Terrains, Constructions	(13 610)	(2 150)	-	-	(15 760)
Autres immobilisations corporelles	(3 469)	(132)	-	(94)	(3 695)
Amortissements, provisions	(26 256)	(3 816)	-	(94)	(30 167)
Valeur nette	9 230	(3 816)	-	(87)	5 327

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, effet de change

Les immobilisations corporelles comprennent principalement les actifs détenus par Digital Factory (constructions, installations et matériels techniques du site situé en Normandie et du site de Saint-Denis). Suite à la réduction des surfaces louées par EuropaCorp et Digital Factory à la Cité du Cinéma, des dépréciations exceptionnelles des installations et agencements ont été comptabilisées sur la période pour 3.3 millions d'euros.

3.4 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement constitués par des dépôts et cautionnements dont l'échéance est supérieure à un an et par des titres non consolidés (détenus par la Sofica EuropaCorp).

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
Titres non consolidés	500	500
Prêts et autres créances	610	610
Dépôts et cautionnements à échéance > 1 an	6 912	6 741
Valeur nette	8 022	7 851

Les dépôts et cautionnements dont l'échéance est supérieure à un an correspondent principalement aux engagements pris par la société EuropaCorp dans le contrat du bail commercial pour les locaux de la Cité du Cinéma (1,6 millions d'euros).

Les titres non consolidés correspondent principalement à une participation minoritaire dans la société ELZEVIR FILMS. Ces participations sont enregistrées à leur valeur nette qui correspond à la valeur d'acquisition de ces titres minorée d'une éventuelle dépréciation calculée à partir de la valorisation du stock de films de la filiale.

3.5 Titres mis en équivalence

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
SCI Les studios de Paris	-	-
Titres mis en équivalence	-	-

La contribution de la SCI Les studios de Paris (2 034 milliers d'euros) est présentée en « autres passifs non courants ».

Il est rappelé qu'EuropaCorp détient une participation de 40% au capital de cette société et qu'elle n'en détient pas le contrôle. Cette société est consolidée par la méthode de la mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe.

3.6 Créances clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
Clients et comptes rattachés - valeur nominale	26 954	32 766
Provision pour dépréciation des créances clients	(5 106)	(4 093)
Valeur nette des créances clients	21 848	28 673
Actif sur contrat	22 732	14 716
Total clients et comptes rattachés	44 580	43 389

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les créances à plus d'un an sont principalement détenues auprès de chaînes de télévision françaises.

Afin de maintenir les financements nécessaires à son activité, EuropaCorp affecte une partie de ces créances comme sûretés en garantie des crédits consentis par les établissements prêteurs. Les créances sont pour autant maintenues au bilan dans le poste clients, car seul le règlement est délégué aux banques.

3.7 Autres créances

Détail des créances par nature :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
Avances et acomptes versés sur commandes	1 631	1 580
Fonds de soutien & COSIP	11 113	11 123
Créances fiscales et sociales	8 554	9 303
Autres créances	10 348	9 730
Valeur brute	31 648	31 736
Provisions pour dépréciation	(2 053)	(1 981)
Valeur nette	29 595	29 755

La créance sur le CNC se décompose au 30 septembre 2019 en 8,6 millions d'euros de fonds de soutien « producteur », 1,7 millions d'euros de fonds de soutien « distributeur », 0,5 millions d'euros de fonds de soutien éditeur « vidéo » et 0,3 millions d'euros de soutien « export ».

Les autres créances se composent principalement du compte courant de la SCI Les Studios de Paris ainsi que des créances détenues auprès de tiers coproducteurs.

3.8 Capitaux propres

3.8.1 Composition du capital

Au 30 septembre 2019, le capital social est inchangé à 13 932 353,06 euros. Il est divisé en 40 977 509 actions ordinaires de 0,34 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

3.8.2 Dividendes

Le Groupe n'a pas versé de dividende sur la période.

3.8.3 Attribution d'actions gratuites

L'Associé Unique de la société EuropaCorp Television a approuvé en date du 1^{er} septembre 2015, la mise en place d'un plan d'attributions gratuites d'actions au profit des deux directeurs généraux de cette société.

La mise en place du plan avait pour but de renforcer les liens existants entre la société et ses directeurs généraux en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés au développement et aux performances futures de la société.

Pour chacun des bénéficiaires, les actions faisant l'objet d'une attribution gratuite seraient définitivement acquises à l'issue d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans à compter de la décision d'attribution prise le 1^{er} septembre 2015. Elles devront être conservées au nominatif, et ne pourront être cédées, pendant une période de conservation de deux ans à compter de l'expiration de la période d'acquisition.

En conséquence, le 1^{er} septembre 2017, EuropaCorp a attribué 5 392 nouvelles actions d'une valeur nominale d'un euro chacune au profit du Directeur général d'EuropaCorp Television, Thomas Anargyros.

3.9 Emprunts et dettes financières

Par endettement financier net, le Groupe entend l'ensemble des dettes financières, y compris instruments financiers passifs liés aux dettes et placements financiers, minoré de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, et des instruments financiers liés.

L'endettement financier net de la société se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	31.03.2019
Dépôts et cautionnements reçus	514	541
Autres emprunts et dettes assimilées > 1 an	-	-
Total Emprunts à Echéance > 1 an	514	541
Autres emprunts et dettes assimilées < 1 an	375	375
Crédit de production	194 249	181 173
Concours bancaires courants	442	668
Valeurs mobilières de placement	(678)	(678)
Disponibilités	(30 910)	(22 231)
Endettement net	163 991	159 847

Cette légère hausse de l'endettement net depuis le 31 mars 2019 s'explique essentiellement par la capitalisation des intérêts sur la ligne de crédit secondaire (pour rappel, la ligne de crédit secondaire porte intérêt au taux annuel de 15% pour l'ensemble de la ligne dont 6% sont payables trimestriellement, et 9% sont capitalisés et payables à la date d'échéance du crédit).

Le financement de la production des films est notamment réalisé par le biais de moyens de crédit que la société affecte spécifiquement aux films (lignes de crédits, découverts bancaires, autres...). Les coûts réels encourus au titre des financements spécifiques affectés aux productions en cours de la période sont incorporés au coût immobilisé des films.

Les montants d'endettement figurant au sein du tableau d'endettement financier net présenté ci-dessus correspondent aux soldes décompensés des divers comptes de trésorerie du Groupe.

Les valeurs mobilières de placement détenues le cas échéant par le Groupe sont des SICAV ou FCP monétaires. Ces valeurs cherchent une rentabilité proche de l'€ONIA. Elles sont principalement investies sur les marchés monétaires et de taux et sont mobilisables à très court terme. Elles ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur.

Au 30 septembre 2019, les valeurs mobilières de placement sont composées d'OPCVM monétaires.

3.10 Contrats de location

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19
Droit d'utilisation des biens pris en location	12 418
Dettes locatives - part à plus d'un an	(12 506)
Dettes locatives - part à moins d'un an	(3 626)
Total dettes locatives	(16 132)

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location existant au 31/03/19 ont été reclassés au 01/04/19 en droit d'utilisation à l'actif et en dette locative au passif.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.03.19	Mise en œuvre IFRS	Evolution contractuelle	Variation	30.09.19
Droit d'utilisation des biens pris en location	0	44 565	(27 448)	(4 698)	12 418
Dettes locatives - part à plus d'un an	0	(40 162)	27 805	(149)	(12 506)
Dettes locatives - part à moins d'un an	0	(7 415)	154	3 634	(3 626)
Total dettes locatives	0	(47 577)	27 960	3 485	(16 132)

Impacts de la norme IFRS 16 sur le compte de résultat consolidé

Le tableau ci-dessous présente les impacts de la norme IFRS 16 sur chacun des postes du compte de résultat du semestre.

	30/09/2019 publié	Impact IFRS 16	30/09/2019 hors Impact IFRS 16
(montants en milliers d'euros, sauf nombre d'actions et données par action)			
Chiffre d'affaires	40 698		40 698
Produits d'exploitation	40 698	0	40 698
Coûts des ventes	(27 513)		(27 513)
Marge opérationnelle	13 185	0	13 185
Frais de structure	(9 694)	440	(10 134)
Autres produits et charges opérationnels	(5 193)	5 921	(11 114)
Résultat opérationnel	(1 701)	6 361	(8 062)
Produits des placements Financiers / (Coût de l'endettement financier)	(10 744)		(10 744)
Autres produits et charges financiers	(5 771)	(1 863)	(3 908)
Résultat financier	(16 515)	(1 863)	(14 652)
Résultat courant avant impôt	(18 217)	4 498	(22 715)
Impôt sur les résultats	(3 985)	(1 301)	(2 685)
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(550)		(550)
Résultat net	(22 752)	3 197	(25 949)

3.11 Instruments financiers

Les besoins de trésorerie du Groupe sont couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation, complétés par des autorisations de découverts, des mobilisations de contrats de vente et des crédits de productions spécialisés.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe :

(en milliers d'euros)	30.09.2019		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur nette comptable au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation non consolidés							
Autres actifs financiers non courants	8 022	8 022			8 022		
Autres actifs financiers courants	60	60			60		
Instruments financiers dérivés actifs							
Trésorerie et équivalent de trésorerie	31 588	31 588	31 588				
Actifs financiers	39 670	39 670	31 588	-	8 082	-	-
Dettes financières à plus d'1 an	514	514			514	-	
Dettes financières à moins d'1 an	195 066	195 066				195 066	
Instruments financiers dérivés passifs							
Passifs financiers	195 580	195 580	-	-	514	195 066	-

(en milliers d'euros)	31.03.2019		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur nette comptable au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation non consolidés							
Autres actifs financiers non courants	7 851	7 851			7 851		
Autres actifs financiers courants	48	48			48		
Instruments financiers dérivés actifs							
Trésorerie et équivalent de trésorerie	22 909	22 909	22 909				
Actifs financiers	30 808	30 808	22 909	-	7 899	-	-
Dettes financières à plus d'1 an	541	541			541	-	
Dettes financières à moins d'1 an	182 216	182 216				182 216	
Instruments financiers dérivés passifs							
Passifs financiers	182 757	182 757	-	-	541	182 216	-

La norme IFRS 7 requiert le classement des actifs et passifs évalués à la juste valeur en 3 niveaux :

- le niveau 1 comprend les évaluations basées sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;
- le niveau 2 comprend les évaluations basées sur des données observables sur le marché, non incluses dans le niveau 1 ;
- le niveau 3 comprend les évaluations basées sur des données non observables sur le marché.

Les instruments financiers utilisés par EuropaCorp sont tous de niveau 1.

Dans le cadre normal de l'activité, le Groupe est exposé à des risques de taux et de change susceptibles d'avoir un impact sur sa situation nette.

- Risque de taux d'intérêt :

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt porte essentiellement sur la quote-part utilisée par tirage des lignes de crédit renouvelables.

La ligne de crédit principale porte intérêts aux taux LIBOR ou EURIBOR augmentés d'une marge de 3,25%. Cette dernière peut être réduite de 25 points de base dès lors que les garanties couvrent au moins 150% de l'encours de crédit.

L'échéancier des actifs et des passifs financiers au 30 septembre 2019 se présente de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019	<i>Echéancier</i>		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Actifs financiers à taux fixe	-			
Actifs financiers à taux variable	31 588	31 588		
Actifs financiers non exposés	8 082	60	7 412	610
Actifs financiers	39 670	31 648	7 412	610
Passifs financiers à taux fixe	-			
Passif financiers à taux variable	195 066	195 066		
Passifs financiers non exposés	514		514	
Passifs financiers	195 580	195 066	514	-

Le suivi du risque de taux d'intérêt et de la sensibilité peut se résumer de la façon suivante au 30 septembre 2019 (hypothèse retenue : augmentation de 0,5 point des taux d'intérêt) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Taux fixe	Taux variable	Non exposé	Total
Actifs financiers		31 588	8 082	39 670
Passifs financiers		195 039	541	195 580
Position nette avant gestion	-	(163 451)	7 541	(155 909)
"Couverture"		-		-
Position nette après gestion	-	(163 451)	7 541	(155 909)
Sensibilité	-	(817)		(817)

- Risque de change :

Le Groupe est exposé au risque de conversion des états financiers pour les filiales dont les comptes sont libellés en devises étrangères et au risque transactionnel de fluctuations des taux de change au titre des revenus générés en dehors de la zone euro. Ce risque porte également sur les coûts de production libellés en devises et se rapportant à la partie de certains films tournée en dehors de la zone euro. Lorsqu'une part importante des recettes générées sur les marchés internationaux est libellée en devises, des coûts de production significatifs peuvent être libellés dans les mêmes devises. Ainsi, le Groupe peut bénéficier d'une couverture naturelle, en fonction de l'importance respective de ces flux en sens inverse.

Le Groupe peut également avoir recours à divers instruments financiers pour assurer la couverture des risques de change pesant sur les flux de trésorerie, notamment en ce qui concerne les fluctuations du dollar US par rapport à l'euro. Ainsi lorsque la société s'engage à régler d'importantes dépenses en devises, elle peut signer ponctuellement des contrats de change à terme ou d'options de change avec des institutions financières.

Conformément à la norme IAS 39, le Groupe ayant choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur des opérations d'achats et de ventes à terme en devises effectuées par EuropaCorp sont comptabilisées en résultat financier. La juste valeur de ces instruments, enregistrée à l'actif ou au passif du bilan consolidé en "Autres créances" ou "Autres dettes", est déterminée en fonction de leur valeur de marché valorisée au regard des taux de change de clôture.

Au 30 septembre 2019, la société ne dispose pas d'instruments de de couverture évalués à la juste valeur.

- Risque de liquidité :

Le risque de liquidité auquel est soumise la société EuropaCorp est inhérent à l'activité de production et de distribution d'œuvres cinématographiques. En effet, plusieurs mois séparent généralement les investissements requis par la production et la promotion d'un film d'une part et l'encaissement des recettes d'exploitation d'autre part. Ce décalage temporel peut rendre nécessaire le recours à des financements bancaires. Bien que la société EuropaCorp s'efforce de limiter son exposition financière le plus en amont possible par une politique de prévente des droits de distribution à l'international et des droits de diffusion télévisuelle des films qu'elle produit, la société EuropaCorp ne peut garantir qu'elle sera toujours en mesure de mettre en œuvre une telle politique, ni qu'elle l'exonèrera de tout risque de liquidité.

Afin de faire face dans les meilleures conditions au décalage entre les investissements et l'encaissement des recettes d'exploitation des films, la société EuropaCorp dispose d'une ligne de crédit Senior pour un montant total équivalent à 190 millions de dollars (dont 11.8% en dollars, soit 22.5 millions de dollars US, et 88.2% en euros, soit 149 millions d'euros). Cette ligne de crédit Senior est assortie d'une clause accordéon permettant, le cas échéant, d'augmenter le montant du crédit de 150 millions de dollars supplémentaires.

Par ailleurs, cette ligne de crédit est complétée par une ligne de crédit secondaire, subordonnée pour un montant total supplémentaire de 80 millions de dollars.

La maturité de la ligne de crédit Senior est de 5 ans, soit une échéance au 21 octobre 2019. Elle porte intérêts aux taux LIBOR ou EURIBOR augmentés d'une marge de 3,25%. Cette dernière peut être réduite de 25 points de base dès lors que les garanties couvrent au moins 150% de l'encours de crédit.

La maturité de la ligne de crédit secondaire de 80 millions de dollars est de 5 ans et 6 mois, soit une échéance au 21 avril 2020. Ce crédit porte intérêt au taux de 15% dont 6% sont payables trimestriellement, le solde étant capitalisé et payable à la date d'échéance du crédit.

Malgré la mise en œuvre de mesures de réorganisation interne et de recentrage de la stratégie sur ses activités cœur de métier, notamment par la cession d'activité non stratégique, le Groupe n'est pas en capacité d'honorer les remboursements des lignes de crédit principale et secondaire arrivant respectivement à échéance le 21 octobre 2019 et le 21 avril 2020. Courant mai 2018, des discussions ont été engagées avec l'ensemble de ses créanciers afin de négocier des conditions alternatives d'apurement de ses dettes ou l'apport de nouveaux capitaux. Par ailleurs, la Société a également mandaté successivement deux banques d'affaires pour permettre un refinancement du Groupe qui a conduit à la réception d'offres non engageantes par des investisseurs potentiels. Face à cette situation et à l'issue incertaine des différentes négociations, la Société et neuf de ses filiales ont sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde auprès du tribunal de commerce de Bobigny.

Le 30 avril 2019, EuropaCorp SA et neuf de ses filiales, les sociétés EuropaCorp Home Entertainment SAS, Blue Advertainment SAS, Orchestra SAS, EuropaCorp Distribution SAS, EuropaCorp Télévision

SAS, Valerian Holding SAS, Digital Factory SAS, T5 Production SAS et Valerian SAS, ont demandé au Tribunal de Commerce de Bobigny le bénéfice de la procédure de sauvegarde prévue à l'article L.620-1 du Code de Commerce.

En effet, toutes les sociétés concernées se sont notamment portées garante des lignes de crédit revolving principale et secondaire du 22 octobre 2014 modifiées le 30 septembre 2016 (se reporter aux chapitres 10 et 22 Document de Référence 2018/2019, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 juillet 2019) dont le débiteur principal est la société filiale américaine EuropaCorp Films USA. Le Groupe est en recherche de partenaires financiers qui permettent à la société débitrice principale et à sa suite les sociétés garantes de faire face à leurs obligations à échéance. Dans ces conditions, ces sociétés ont recherché la protection du Tribunal de façon à ce que les propositions de restructuration financière à venir puissent se dérouler dans un cadre serein.

Par des jugements en date du 13 mai 2019, le Tribunal de Commerce a fait droit à ces demandes et a ouvert pour chacune des sociétés concernées une période d'observation de 6 mois soit jusqu'au 13 novembre 2019. Le Tribunal a nommé Monsieur Marc Nouvion comme juge Commissaire, la SELAFA MJA prise en la personne de Maître Axel Chuine et la SARL Bally comme Mandataires Judiciaires, la SELARL FHB prise en la personne de Maître Hélène Bourbouloux et la SCP Patrice Brignier comme Administrateurs Judiciaires.

Les créanciers des lignes de crédit et les détenteurs des droits de participation (se reporter aux chapitres 10 et 22 du Document de Référence 2018/2019, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 juillet 2019) ont accordé des waivers (clauses de renonciation) par lesquels ils ont renoncé jusqu'au 31 octobre 2019 à l'exigibilité anticipée des sommes qui leur sont dues du fait de l'ouverture de la sauvegarde, conformément aux dispositions de l'ordre public français. Le jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde de la société EC Films USA prononcé le 17 octobre 2019 a suspendu le remboursement de ces dettes.

- Risque de crédit :

Les créances les plus significatives concernent les activités Ventes Internationales et Ventes TV France. Concernant les ventes TV France, le risque de crédit est considéré comme faible compte tenu de la taille des diffuseurs, de l'historique et de la qualité des relations entretenues avec eux.

Concernant les ventes internationales, la politique du Groupe EuropaCorp consiste à choisir dans chaque pays où ses films sont distribués des partenaires de référence avec lesquels il a travaillé à plusieurs reprises dans le passé, tout en cherchant à diversifier ses partenaires potentiels, notamment par le biais de contacts réguliers avec les différents acteurs étrangers à l'occasion des marchés de films comme Cannes (Marché du Film), Los Angeles (American Film Market), ou Berlin (European Film Market) notamment.

Compte tenu du fait que le risque de crédit est considéré comme faible, le Groupe EuropaCorp n'a pas jugé opportun, à ce jour, d'avoir recours à une assurance-crédit.

Le tableau ci-dessous présente le montant total de risque de crédit, ventilé par grandes catégories d'actif au 30 septembre 2019 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.2019
Clients et comptes rattachés	44 580
Valeurs Mobilières de Placement	-
Autres créances soumises à risque de crédit	-
Total	44 580

- Risque sur actions :

La société EuropaCorp place généralement sa trésorerie disponible en produits monétaires en euros ou en produits sécurisés (certificats de dépôts, billets de trésorerie, comptes à terme...). Elle estime donc ne pas être exposée à un risque sur actions au 30 septembre 2019.

Par ailleurs, au 30 septembre 2019, la société EuropaCorp détient 61 726 de ses propres actions, valorisées à 60 milliers d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions	Portefeuille d'actions propres
Position à l'actif	Néant	60
Hors bilan	Néant	-
Position nette globale	Néant	60

3.12 Dettes fournisseurs et autres dettes courantes

Détail des autres dettes par nature :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	31.03.19
Fournisseurs et comptes rattachés	43 526	53 616
Dettes sur acquisition de titres	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes	975	746
Dettes fiscales et sociales	11 960	11 614
Dettes diverses	42 654	42 219
Total autres dettes	55 589	54 579
Total dettes d'exploitation	99 116	108 195

Les dettes diverses au 30 septembre 2019 sont principalement constituées de charges à payer composées de versements dus aux ayants-droit et de la dette de 38,6 millions d'euros (contre-valeur de 42 millions de dollars) qui correspond au financement du rachat des obligations initiales du Groupe vis-à-vis de Relativity intervenu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015. Cette dette d'exploitation n'a pas fait l'objet d'actualisation au 30 septembre 2019.

Les dettes fiscales et sociales se composent essentiellement de TVA collectée et de charges à payer sur impôts et cotisations diverses.

L'ensemble des dettes courantes a une échéance à moins d'un an.

3.13 Autres actifs et autres passifs (non-courants et courants)

Les autres actifs courants sont essentiellement composés de charges constatées d'avance, d'un montant de 714 milliers d'euros au 30 septembre 2019 au titre de charges engagées sur les productions non encore exploitées sur les médias concernés.

Les autres actifs courants incluent également pour 193 milliers d'euros la part à moins d'un an des commissions bancaires relatives aux deux lignes de crédit mises en place, lesquelles commissions sont étalées sur la durée des lignes de crédit ainsi que pour 60 milliers d'euros d'actions propres.

Les autres passifs courants sont uniquement constitués de produits constatés d'avance, au titre de recettes facturées dont le fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires correspondant n'est pas avéré au 30 septembre 2019. Les produits constatés d'avance sont classés en passifs non courants lorsque l'échéance de la prise en compte du chiffre d'affaires est supérieure à un an. La part à moins d'un an des produits constatés d'avance s'élève à 13 767 milliers d'euros.

Les autres passifs (courants et non courants) se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	31.03.19
Subventions	522	522
Autres PCA	449	1 140
Total Produits constatés d'avance	971	1 662
Etalement des droits TV	18 011	19 750
Ventes internationales non livrées	2 756	4 143
Total Passif sur contrat	20 766	23 893
Total Autres	2 434	2 172
Total Autres passifs courants et non courants	24 172	27 726

NOTE 4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

4.1 Chiffre d'affaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	30.09.18
Production	30 217	52 821
Distribution	6 797	6 124
Vidéo	2 958	8 829
Evénementiel	134	107
Divers	592	12 943
Chiffre d'affaires	40 698	80 823
<i>Dont soutien financier généré</i>	<i>890</i>	<i>2 305</i>
<i>Dont chiffre d'affaires généré à l'export</i>	<i>15 637</i>	<i>19 348</i>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe EuropaCorp s'élève à 40,7 millions d'euros, contre 80,8 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent, soit une baisse de 50%.

Chiffre d'affaires « Production » :

Les Ventes Internationales s'élèvent à 9,3 millions d'euros, soit environ 23% du chiffre d'affaires total. Elles diminuent de (2,5) millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (11,8 millions d'euro au 30 septembre 2018). Elles comprennent notamment les dernières livraisons sur *Kursk et Anna*, celles de *Nous finirons ensemble*, ainsi que les royalties sur les films *Lucy* et *Taken 3*.

Les ventes Télévision & SVOD en France et aux Etats-Unis totalisent sur le premier semestre 2019/2020 un chiffre d'affaires de 16,7 millions d'euros, soit 41% du chiffre d'affaires total, en baisse de (1,6) millions d'euros (-9%) par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (18,3 millions d'euros au 30 septembre 2018). Elles comprennent l'ouverture de nouvelles fenêtres de droits en France, notamment pour *Braqueurs d'élite* et *Je vais mieux*, et des ventes pour le câble américain sur *Valérian et la Cité des mille planètes*.

Le chiffre d'affaires de l'activité Séries TV s'élève à 3,1 millions d'euros (royautés sur la série *Taken*), contre 19,8 millions d'euros pour le premier semestre 2018/2019 compte tenu de la livraison au cours du premier semestre 2018/2019 des six derniers épisodes de la saison 2 de *Taken* à NBC.

Les recettes liées aux droits dérivés (partenariats, licences,...), à la post-production et aux coproductions signées par le Groupe totalisent un chiffre d'affaires de 1,0 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice, contre 14,0 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent. Cette baisse est liée

à la présence au premier semestre 2018/2019 de recettes importantes de production exécutive (*Kursk*) et de coproduction (*Taxi 5*).

L'autre élément constitutif du chiffre d'affaires « Production » est le soutien financier « part producteur » (0,7 millions d'euros).

Chiffre d'affaires « Distribution » :

Les entrées Salles France génèrent 6,6 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit 16% du chiffre d'affaires total, grâce à la sortie sur la période de *Nous Finirons Ensemble*, contre 5,7 million d'euros au cours du premier semestre de l'exercice précédent avec la sortie de *Taxi 5* notamment.

L'autre élément constitutif du chiffre d'affaires « Distribution » est le soutien financier « part distributeur » (0,2 millions d'euros).

Chiffre d'affaires « Vidéo » :

L'activité Vidéo & VOD en France et aux Etats-Unis s'établit à 3,0 millions d'euros et représente environ 7% du chiffre d'affaire semestriel, contre 8,8 millions d'euros l'an dernier. Les principales ventes concernent les films du catalogue, *Valérian et la Cité des mille planètes* et *Braqueurs d'élite* aux Etats-Unis, et *Taxi 5* en France.

D'une façon générale, le Groupe rappelle que ses revenus sont liés au planning de sorties de ses films sous différents modes d'exploitation, dont le calendrier peut induire des variations significatives du chiffre d'affaires par canal d'un semestre à l'autre. Le chiffre d'affaires et les résultats réalisés au titre d'un semestre ne préjugent donc pas du chiffre d'affaires et des résultats annuels.

Chiffre d'affaires « Evénementiel » :

L'activité Evénementiel génère un chiffre d'affaires de 0,1 million d'euros et correspond aux revenus générés par la société Blue Event.

4.2 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle du Groupe EuropaCorp est en hausse de 40% pour atteindre 13,2 millions d'euros au 30 septembre 2019 (soit 32% de taux de marge opérationnelle), contre 9,4 millions d'euros au titre du premier semestre de l'exercice précédent (soit 12% du chiffre d'affaires). Cette marge bénéficiaire s'explique principalement par un niveau de marge élevé sur l'exploitation du catalogue.

4.3 Frais de structure

Les frais généraux s'établissent à (9,6) millions d'euros pour le semestre clos le 30 septembre 2019, en baisse par rapport au niveau des frais généraux relatifs au premier semestre de l'exercice précédent à (13,6) millions d'euros. Cette économie de 4,0 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2018 (-29%) confirme ainsi l'efficacité des mesures mises en place par le Groupe pour réduire les frais généraux.

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (5,2) millions d'euros (contre (51,0) millions d'euros au cours de premier semestre de l'exercice précédent) et comprennent des charges exceptionnelles pour ce même montant, majoritairement des honoraires liés à la restructuration des dettes, en cours de finalisation et les dépréciations exceptionnelles d'installations et agencements.

4.5 Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	30.09.18
Résultat financier de l'endettement net	(10 744)	(8 485)
Autres produits et charges financiers	(5 771)	(7 718)
Résultat financier	(16 515)	(16 204)

Le résultat financier semestriel s'établit à (16,5) millions d'euros, contre (16,2) millions d'euros au premier semestre 2018/2019. Ce résultat financier déficitaire s'explique principalement par un coût de l'endettement financier significatif, environ (11) millions d'euros, et un résultat de change déficitaire d'environ (4) millions d'euros lié à l'évolution du taux de change €/€ depuis le 31 mars 2019.

Les « Autres produits et charges financiers » intègrent principalement les écarts de change acquis et latents, ainsi que la quote-part des commissions bancaires relatives à la mise en place des lignes de crédit (y compris les frais liés aux lignes ayant fait l'objet de refinancement), lesquelles sont étalées sur la maturité desdits crédits. Il est rappelé que ces commissions ont été intégralement décaissées au cours des exercices précédents.

4.6 Impôt

Ventilation de la charge d'impôt par nature :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	30.09.18
Impôt exigible	50	(1)
Impôt différé	(4 036)	(9 340)
Total Produit / (Charge d'impôt)	(3 985)	(9 342)

La charge d'impôt différé de l'exercice correspond principalement à la variation des impôts différés sur différences temporaires pour (3) millions d'euros, à l'utilisation de la créance d'impôt différé liée aux déficits reportables activés de la filiale EuropaCorp Films USA pour 0,9 millions d'euros ainsi qu'au retraitement d'IFRS 16 pour (1,3) millions d'euros.

NOTE 5 – AUTRES INFORMATIONS

5.1 Notes sur le tableau des flux de trésorerie

Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle

Au 30 septembre 2019, l'activité opérationnelle a généré un flux net de trésorerie de 10,8 millions d'euros, contre 35,6 millions d'euros au 30 septembre 2018. Cette baisse est notamment liée à une concentration des encaissements des recettes Salles sur le premier mois du second semestre 2019/2020 et à un nombre limité de films sortis en France et/ou livrés à l'international au cours du premier semestre de l'exercice 2019/2020.

Flux de trésorerie liés aux investissements

Au 30 septembre 2019, les flux nets de trésorerie liés aux investissements s'élèvent à (1,7) million d'euros contre (13,5) millions d'euros au 30 septembre 2018, soit une baisse de 11,8 millions d'euros expliquée essentiellement par une baisse des investissements liés aux productions de films et séries TV qui s'établissent à (0,2) millions d'euros versus (9,8) millions d'euros au 30 septembre 2018. En effet, compte tenu des opérations de restructuration en cours, il n'y a eu quasiment aucun investissement au cours de la période.

Flux de trésorerie liés aux financements

Au 30 septembre 2019, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement sont nuls, les tirages venant compenser la réduction de la dette de loyers.

5.2 Relations avec les entreprises liées

Les accords conclus avec des parties liées ont été identifiés dans le document de référence 2018/2019, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 juillet 2019, dans le chapitre 19 « Opération avec des apparentés » et à la note 5.2 « Relations avec les entreprises liées ».

En dehors de ceux décrits dans le Document de référence 2018/2019, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées au cours du premier semestre 2019.

Le tableau ci-dessous résume les flux et soldes des opérations réalisées avec les entreprises liées :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.09.19	31.03.2019
Bilan		
Créances		
Créances clients et autres créances d'exploitation	626	326
Comptes courants financiers débiteurs et autres créances financières courantes	-	-
Dettes	-	-
Autres dettes financières non courantes	6	6
Dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	76	221
Comptes courants financiers créditeurs	-	-
Compte de résultat	-	-
Chiffre d'affaires	18	4
Charges d'exploitation	-	(605)
Charges financières	-	-
Produits financiers	-	-

5.3 Engagements et passifs éventuels

L'analyse des engagements hors bilan du Groupe se détaille comme suit au 30 septembre 2019 (en milliers d'euros) :

Engagements reçus en faveur d'EuropaCorp (en milliers d'euros)	30.09.19	31.03.19
Engagements reçus de clients		
<i>Au titre de l'activité cinématographique</i>	3 840	12 639
<i>Fonds de soutien audiovisuel (majoration)</i>	2 778	1 967
Engagements financiers sur loyers *	11 413	12 681
Total des engagements reçus	18 031	27 287

* *Relatif aux baux de sous-location sur le tertiaire de la Cité du Cinéma.*

Engagements donnés en faveur de tiers (en milliers d'euros)	30.09.19	31.03.19
Engagements financiers sur loyers **	0	36 891
Participation Vine	41 326	40 053
Engagements financiers sur investissements cinématographiques	0	0
Total des engagements donnés	41 326	76 945

** *Relatif au bail conclu pour une durée de 12 ans et ayant démarré le 6 avril 2012 sur le tertiaire de la Cité du Cinéma.*

Total Engagements nets (reçus – donnés)	-23 296	-49 658
--	----------------	----------------

Les engagements hors bilan reçus au titre de l'activité proviennent essentiellement de la signature de contrats de vente relatifs à des films de long métrage.

5.4 Evènements postérieurs à la clôture

- **Période de sauvegarde**

Par jugement du 17 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de Bobigny, a ouvert une procédure de sauvegarde à l'égard de la société EuropaCorp Films USA pour une durée initiale de 6 mois.

Par jugement du 29 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de Bobigny a prolongé la période d'observation de la procédure de sauvegarde à l'égard de la société EuropaCorp S.A et 9 de ses filiales pour une durée de 6 mois, afin de permettre à la Société de finaliser son plan de sauvegarde.

NOTE 6 – SECTEURS OPERATIONNELS & PRESENTATION SECTORIELLE

6.1 Description de la norme

6.1.1 Contexte Général

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8, il est demandé au Groupe de fournir une information qui permette « aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités dans lesquelles elle est engagée et les environnements économiques dans lesquels elle opère ».

Le Groupe a par conséquent défini ses secteurs opérationnels répondant aux critères de la norme pour présenter, de manière distincte, une information financière sectorielle.

6.1.2 Définition des secteurs opérationnels

Un secteur opérationnel est défini comme une composante de l'entreprise :

- qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et supporter des charges,
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances,
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

Dès lors, compte tenu de l'approche retenue par IFRS 8, l'identification des secteurs opérationnels a été réalisée à partir du reporting interne.

6.2 Identification des secteurs opérationnels du Groupe EuropaCorp

Le suivi de la performance au sein du Groupe s'organise autour de ses activités et métiers.

Suite à l'acquisition du groupe Blue, le Groupe EuropaCorp évolue désormais dans 4 domaines d'activité distincts qui constituent autant de « secteurs opérationnels » au regard des critères de la norme IFRS 8 et qui se détaillent comme suit :

- Production et Distribution de films cinématographiques :
Ce secteur correspond à l'intégralité des moyens d'exploitation d'un film cinématographique à savoir : distribution salles, diffusion vidéo, ventes télévisuelles, ventes internationales, partenariats et licences, production exécutive, recettes de coproductions...
- Production et Distribution de téléfilms / séries télévisuelles :
Ce secteur correspond à l'intégralité des moyens d'exploitation des téléfilms / séries télévisuelles et se décline au sein des filiales EuropaCorp Television (ex-Cipango), détenue à 100% depuis le 30 juillet 2014 par EuropaCorp et EuropaCorp TV.
La durée des cycles de production, les moyens de financement ainsi que les éléments constitutifs de la marge diffèrent du secteur « production et distribution cinématographique », ce qui justifie l'existence d'un secteur opérationnel à part entière.
- Événementiel :
Ce secteur correspond à l'intégralité des moyens d'exploitation événementielle au sein même de La Cité du Cinéma ou à l'extérieur de cette dernière et correspond à l'activité de la société Blue Event consolidée par intégration globale à compter du 28 février 2013 suite à l'augmentation de capital par apport en nature.
- Autres : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités annexes non directement liées à l'exploitation de films cinématographiques ou télévisuels à savoir : édition littéraire, diverses recettes...

6.3 Détail de l'information financière par secteur opérationnel

La méthodologie d'évaluation et de présentation des éléments chiffrés pour chaque secteur opérationnel est conforme aux principes et méthodes comptables décrits pour l'établissement des comptes consolidés.

6.3.1 Présentation de l'Etat de la situation financière Consolidée par secteur opérationnel

30/09/2019	Production et Distribution de films cinématographiques	Production et Distribution de films / séries télévisuels	Evénementiel	Autres	Soldes non affectés	Total
Ecart d'acquisition nets	0	0	0	0		0
Immobilisations incorporelles nettes	52 769	8 931	0	0		61 700
Immobilisations corporelles nettes	17 738	0	3	5		17 745
Autres actifs financiers nets	7 051	0	0	0		8 022
Titres mis en équivalence	0	0	0	0		0
Impôts différés actifs	19 204	30	54	12		19 301
Autres actifs non courants nets	0	0	0	0		0
Total Actifs Non Courants	96 762	8 962	57	16		106 768
Stocks	564	0	0	0		564
Clients et comptes rattachés nets	38 975	5 411	173	20		44 580
Autres créances nettes	26 614	1 524	86	1 371		29 595
Autres actifs courants nets	1 574	0	3	0		967
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 284	859	224	222		31 588
Total Actifs Courants	98 010	7 794	486	1 613		107 294
TOTAL ACTIF	194 772	16 756	543	1 629		214 062
<i>Capitaux propres- part du groupe</i>					-124 141	-124 141
<i>Intérêts minoritaires</i>					289	289
Provisions pour retraites et assimilés	417	0	0	0		417
Impôts différés passifs	0	1 096	0	69		1 165
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	0	0	0	0		0
Dettes locatives - part à plus d'un an	12 506	0	0	0		12 506
Dépôts et cautionnements reçus	514	0	0	0		514
Dettes sur acquisition de titres - part à plus d'un an	0	0	0	0		0
Autres passifs non courants	8 090	80	200	2 034		10 404
Total Passifs Non Courants	21 527	1 176	200	2 103		25 007
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	194 992	73	0	0		195 066
Dettes locatives - part à moins d'un an	3 626	0	0	0		3 626
Provisions pour risques et charges	1 327	0	0	5		1 332
Fournisseurs et comptes rattachés	38 553	1 424	51	3 499		43 526
Dettes sur acquisition de titres	0	0	0	0		0
Autres dettes	52 875	2 543	72	99		55 589
Autres passifs courants	13 767	0	0	0		13 767
Total Passifs Courants	305 141	4 040	123	3 603		312 907
TOTAL PASSIF	326 668	5 216	323	5 706		214 062
Investissements films et droits audiovisuels	225					225

6.3.2 Présentation du Compte de Résultat consolidé par secteur opérationnel

30/09/2019	Production et Distribution de films cinématographiques	Production et Distribution de films / séries télévisuels	Evénementiel	Autres	Total
Chiffre d'affaires	36 814	3 125	134	625	40 698
Coûts des ventes	-24 242	-2 923	-1	-347	-27 513
Marge Opérationnelle	12 572	202	133	278	13 185
Frais Généraux	-9 694	0	0	0	-9 694
Autres Produits & charges op.	-5 193	0	0	0	-5 193
Résultat opérationnel	-2 314	202	133	278	-1 701
Résultat financier	-16 515	0	0	0	-16 515
Impôts sur les résultats	-693	0	14	-3 305	-3 985
Quote part dans les résultats des	0	0	0	-550	-550
Part des minoritaires	0	5	-11	0	-6
Résultat net - Part du Groupe	-19 523	196	158	-3 577	-22 746

C – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Période du 1^{er} avril 2019 au 30 septembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires de la société EuropaCorp,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société EUROPACORP SA, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

• Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.2 « Incertitudes significatives relatives à la continuité d'exploitation » et 2.3 « Application de nouvelles normes et interprétations » des comptes consolidés semestriels condensés qui exposent respectivement l'incertitude significative liée à la des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation et le changement de méthode comptable lié à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} avril 2019.

- **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Lyon, le 13 décembre 2019

Les Commissaires aux comptes

Auditeurs & Conseils Associés
représenté par
Olivier Juramie

Acofex
représenté par
Arnaud Malivoire

D – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière et du résultat d'EuropaCorp, ou de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes consolidés semestriels condensés, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre les parties liées.

Fait à Saint-Denis, le 13 décembre 2019

Luc Besson
Président Directeur général